

RÈGLEMENT NUMÉRO 738 - RÈGLEMENT CONCERNANT LES CHIENS, CHATS ET AUTRES ANIMAUX	
ADOPTÉ: 1992-10-19 MISE EN VIGUEUR: 1992-10-26	
RÈGLEMENT NUMÉRO 752 ADOPTÉ: 1993-11-15 MISE EN VIGUEUR: 1993-11-28 Article 11 - Délivrance des constats d'infraction	RÈGLEMENT NUMÉRO 738-1 ADOPTÉ: 1997-04-21 MISE EN VIGUEUR: 1997-04-27 Article 12.2.1 ajouté - Certificat du vétérinaire et article 12.3 modifié
RÈGLEMENT NUMÉRO 738-2 ADOPTÉ: 2009-04-27 MISE EN VIGUEUR: 2009-05-05 Article 5.8 – abrogé Premier et second alinéa article 14.2 – abrogé Article 14.5 - abrogé	RÈGLEMENT NUMÉRO 738-3 ADOPTÉ: 2012-12-19 MISE EN VIGUEUR: 2012-12-21 Article 5.13 remplacé – chien d'assistance ou chien guide – gratuité
RÈGLEMENT NUMÉRO 738-4 ADOPTÉ: 2014-07-16 MISE EN VIGUEUR: 2014-07-22 Articles 12.2 et 12.2.1 remplacés Articles 13.1 à 13.3 et 13.25 à 13.25.3 abrogés Ajout article 13.25.4	RÈGLEMENT NUMÉRO 738-5 ADOPTÉ: 2020-03-18 MISE EN VIGUEUR: 2020-03-29 Article 13.23 modifié, ajout annexe 1
RÈGLEMENT NUMÉRO 738-6 ADOPTÉ: 2023-01-18 MISE EN VIGUEUR: 2023-01-25 Articles 6 et 15 modifiés, sections 2.2 et 12.3 modifiées	RÈGLEMENT NUMÉRO 738-8 ADOPTÉ: 2023-06-21 MISE EN VIGUEUR: 2023-06-27 Article 6.8 modifié

RÈGLEMENT NUMÉRO 738-9	RÈGLEMENT NUMÉRO 738-10
ADOPTÉ: 2023-06-21	ADOPTÉ: 2023-07-19
MISE EN VIGUEUR: 2023-06-27	MISE EN VIGUEUR: 2023-07-24
Articles 2, 7, 12.7 et 12.8 modifiés	Annexe 1 (Articles 3, 5 et 21)

TABLE DES MATIÈRES

RÈGLEMENT NUMÉRO 738

SECTION I

LES DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES 5

Article 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES 5

1.1 Titre du règlement 5

1.2 Territoire touché 5

1.3 Validité 5

1.4 Application 5

Article 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES 5

2.1 Interprétation 5

2.2 Définitions 5

SECTION II

CHIENS, CHATS ET AUTRES ANIMAUX 7

Article 3 PRÉSUMPTION 7

Article 4 ENTENTE 7

Article 5 LICENCE DE CHIEN OBLIGATOIRE 7

5.1 Obligation générale 7

5.2 Chien vivant à l'extérieur de la ville 7

5.3 Délai 8

5.4 Validité 8

5.5	<u>Demande</u>	8
5.6	<u>Demande faite par un mineur</u>	8
5.7	<u>Registre</u>	8
5.8	<u>Coût</u>	8
5.9	<u>Remise du médaillon</u>	8
5.10	<u>Infraction</u>	8
5.11	<u>Capture</u>	8
5.12	<u>Exception</u>	9
5.13	<u>Handicapé visuel</u>	9
<u>Article 6</u> LICENCE DE CHAT FACULTATIVE		9
6.1	<u>Licence</u>	9
6.2	<u>Recommandation de micropuce</u>	9
6.3	<u>Délai</u>	9
6.4	<u>Validité</u>	9
6.5	<u>Demande</u>	9
6.6	<u>Demande faite par un mineur</u>	9
6.7	<u>Registre</u>	10
6.8	<u>Coût</u>	10
6.9	<u>Remise du médaillon</u>	10
<u>Article 7</u> LAISSE OBLIGATOIRE		10
<u>Article 8</u> NOMBRE D'ANIMAUX		10
<u>Article 9</u> CHENIL		10
<u>Article 10</u> ANIMAL BLESSÉ		10
<u>Article 11</u> SOINS À APPORTER À UN ANIMAL		11
<u>Article 12</u> NUISANCES		11
12.1	<u>Dompage à la propriété</u>	11
12.2	<u>Morsure</u>	11

12.3	<u>Troubler la paix</u>	11
12.4	<u>Animal errant</u>	11
12.5	<u>Empiètement de la propriété privée</u>	12
12.6	<u>Condition de garde à l'extérieur</u>	12
12.7	<u>Parc et terrain de jeux</u>	12
12.8	<u>Lieu public</u>	12
12.9	<u>Matières fécales</u>	12
12.10	<u>Comportement et état du chien</u>	12
12.11	<u>Entraînement à l'attaque</u>	12
12.12	<u>Interdiction de posséder ou vendre</u>	12
<u>Article 13</u>	PROHIBITION DE GARDER CERTAINS ANIMAUX	12
<u>Article 14</u>	CAPTURE ET DISPOSITION DES ANIMAUX	14
14.1	<u>Pouvoir du service de contrôle des animaux</u>	14
14.2	<u>Reprise de possession</u>	14
14.3	<u>Avis et délai</u>	14
14.4	<u>Expiration du délai</u>	14
14.5	<u>Demande d'euthanasie</u>	15
14.6	<u>Capture par une personne</u>	15
SECTION III		
	<u>INFRACTION ET PÉNALITÉ</u>	15
<u>Article 15</u>	INFRACTION ET PÉNALITÉ	15
<u>Article 16</u>	PÉNALITÉ	17
<u>Article 17</u>	ORDONNANCE	17
<u>Article 18</u>	INFRACTION CONTINUE	18
<u>Article 19</u>	PROCÉDURES PENDANTES	18
<u>Article 20</u>	REMPACEMENT	18
<u>Article 21</u>	ENTRÉE EN VIGUEUR	18
	Annexe 1 – Conditions pour la garde de poules	20

SECTION I – LES DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Article 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 Titre du règlement

Le présent règlement porte le titre de Règlement concernant les chiens, chats et autres animaux, numéro 738.

1.2 Territoire touché

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal-Est.

1.3 Validité

Le présent règlement est adopté dans son ensemble, section par section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, de manière à ce qu'une section, un article, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un alinéa d'icelui était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer autant que faire se peut.

1.4 Application

Le directeur du service de Police ainsi que toute autorité compétente désignée sur le territoire de la municipalité ont le contrôle des propriétés et lieux publics de la ville et sont chargés de l'application du présent règlement. Ils doivent veiller au respect de l'ordre et de la paix dans les propriétés publiques et lieux publics et prendre à cette fin toutes les mesures relatives à leur compétence.

De plus, ils sont autorisés à visiter et à examiner toutes propriétés immobilières ou mobilières, à l'intérieur comme à l'extérieur, et ce, pour constater si le présent règlement est respecté.

Article 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2.1 Interprétation

Le présent règlement n'a pas pour objet de limiter la portée des dispositions relatives à un autre règlement municipal, ni d'empiéter sur la juridiction ou les champs de compétence provinciale ou fédérale.

2.2 Définitions

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement, le sens et l'application que leur attribue le présent article.

2.2.1 Aire d'activité

Signifie tout espace aménagé ou autre espace temporairement utilisé pour la pratique d'activité et de sport. Cela comprend notamment, mais sans s'y limiter, tout terrain de sport, voie cyclable, patinoire, piscine, butte désignée pour l'activité de glissade, palestra, chapiteau et terrain lors d'activités ou cours organisés par la Ville, son représentant ou un tout organisme ou société ayant obtenu l'autorisation de la Ville.

2.2.2 Année

Signifie la période de temps débutant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre suivant;

2.2.3 **Autorité compétente**

Désigne la personne occupant la position, remplissant les fonctions ou agissant en qualité de directeur d'un des services de la municipalité, son représentant ou employé autorisé à agir en son nom en conformité avec les pouvoirs, ordres et devoirs particuliers qui lui ont été conférés, le directeur du service de Police ainsi que toute personne que le Conseil municipal a, par résolution, mandatée afin d'appliquer en totalité ou en partie le présent règlement;

2.2.4 **Conseil**

Signifie le Maire et les conseillers municipaux;

2.2.5 **Directeur du service de Police**

Désigne le commandant du poste de quartier 49, ou son représentant, desservant Montréal-Est et faisant partie du service de Police de la Ville de Montréal;

2.2.6 **Fourrière**

Signifie le lieu de dépôt des animaux qui ont été abandonnés ou capturés;

2.2.7 **Garder**

Signifie le fait de posséder, abriter, héberger, nourrir, accompagner ou agir comme le maître d'un animal;

2.2.8 **Gardien**

Désigne toute personne qui garde un animal;

2.2.9 **Lieu public**

Signifie tout bâtiment appartenant à la municipalité de Montréal-Est où le public a accès sur invitation expresse ou tacite;

2.2.10 **Micropuce**

Un dispositif électronique encodé, inséré sous la peau d'un animal par un médecin vétérinaire ou sous sa supervision, qui contient un code unique lié à une base de données centrale, servant à identifier et répertorier les chats.

2.2.11 **Mobilier**

Signifie tout bien meuble de la propriété de la Ville se trouvant dans les parcs, espaces verts, aires d'activités et terrains de jeux. Cela comprend notamment, mais sans s'y limiter, tout mobilier urbain, œuvre d'art, lumière, banc, chaise, table, table à pique-nique, véhicule, clôture, cône, support à vélo, poubelles, module de jeux, installations sanitaires, etc.

2.2.12 **Municipalité**

Désigne la personne morale d'une ville dont les habitants sont constitués en personne morale ayant le droit de détenir collectivement des biens à une fin publique;

2.2.13 **Nuisance**

Signifie tout acte ou omission qui peut mettre en danger la vie, la sécurité, la santé, la propriété ou le confort du public ou d'une personne. Il peut signifier aussi tout acte ou omission par lequel le public ou une personne est gêné dans l'exercice ou la jouissance d'un droit commun;

2.2.14 **Occupant**

Signifie toute personne qui occupe un immeuble à titre autre que celui de propriétaire;

2.2.15 **Parc**

Signifie tout terrain possédé, loué ou acheté par la municipalité de Montréal-Est pour y maintenir un parc, un îlot de verdure, une zone écologique, que ce terrain soit aménagé ou non;

2.2.16 **Personne**

Signifie une personne physique ou morale;

2.2.17 **Propriétaire**

Signifie toute personne qui possède un immeuble en son nom propre à titre de propriétaire, d'usufruitier ou de grevé dans le cas de substitution;

2.2.18 **Propriété publique**

Comprend les terrains et objets appartenant à la municipalité de Montréal-Est et sans limiter la généralité de ce qui précède, les rues, avenues, ruelles, trottoirs, terrains, poteaux, égouts, fossés, cours d'eau mais ne comprend pas les lieux publics;

2.2.19 **Service de contrôle des animaux**

Désigne l'autorité compétente qui recueille, garde et dispose des animaux;

2.2.20 **Terrain de jeu**

Signifie tout espace aménagé dans lequel on peut y jouer ou dans lequel différents jeux pour enfants sont installés. Cela comprend notamment, mais sans s'y limiter, les terrains délimités où se trouvent des toboggans, balançoires, jeux extérieurs, constructions récréatives, modules de jeux, jeux d'eau, murs d'escalade, bacs de sables, etc.

2.2.21 **Ville**

Signifie l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal-Est.

M. 738-6, a. 1, M. 738-9, a. 1,

SECTION II – CHIENS, CHATS ET AUTRES ANIMAUX

Article 3 PRÉSUMPTION

Aux fins de l'application du présent règlement, la personne qui fait la demande de licence pour un chien ou un chat est présumée être le gardien de l'animal.

À défaut de licence, l'occupant où vit l'animal est présumé en être le gardien.

Article 4 ENTENTE

La municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme les autorisant à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer en tout ou en partie le présent règlement.

Article 5 LICENCE DE CHIEN OBLIGATOIRE

5.1 Obligation générale

Nul ne peut garder un chien vivant habituellement à l'intérieur des limites de la ville pour lequel une licence n'est pas délivrée conformément au présent règlement.

5.2 Chien vivant à l'extérieur de la ville

Nul ne doit amener à l'intérieur du territoire de la ville un chien vivant habituellement dans une autre municipalité à moins d'être muni:

5.2.1 De la licence prévue au présent règlement; ou

5.2.2 De la licence émise par la municipalité où le chien vit habituellement, seulement si le chien est amené dans la ville pour une période n'excédant pas soixante (60) jours.

5.3 Délai

Le gardien d'un chien, dans les limites de la ville, doit avant le 1^{er} jour du mois de janvier de chaque année, obtenir une licence pour son chien.

Quand un chien devient sujet à l'application du présent règlement après le 1^{er} janvier, son gardien doit obtenir la licence requise dans les trente (30) jours suivant le jour où le chien devient sujet à l'application du présent règlement.

5.4 Validité

La licence est annuelle et valide pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre. Cette licence est incessible.

5.5 Demande

Cette licence est délivrée suite à une demande énonçant les noms, prénom, adresse et numéro de téléphone de la personne qui fait la demande, ainsi que la race et le sexe du chien, de même que toutes les indications utiles pour établir son identité.

5.6 Demande faite par un mineur

Lorsque la demande est faite par un mineur, le père, la mère, le tuteur ou tout autre répondant dudit mineur doit consentir à la demande au moyen d'un écrit produit avec celle-ci.

5.7 Registre

L'autorité compétente tient un registre où sont entrés les noms, prénom, adresse et numéro de téléphone du gardien ainsi que le numéro d'immatriculation du chien pour lequel une licence est émise, de même que tous les renseignements relatifs à ce chien.

5.8 **Coût**

Le coût d'une licence pour chien est établi conformément au Règlement sur les tarifs de la ville de Montréal-Est, pour l'exercice financier alors en vigueur.

M. 738-6, a. 2

5.9 **Remise du médaillon**

Lors du paiement de la licence, l'autorité compétente remet au gardien du chien un médaillon indiquant le numéro de la licence, le numéro d'immatriculation du chien, ainsi que l'année pour laquelle la licence est accordée. Le chien doit porter ce médaillon en tout temps.

5.10 **Infraction**

Le gardien, dont le chien est trouvé dans la ville et qui n'est pas muni dudit médaillon, contrevient au présent règlement et est passible d'une pénalité prévue aux présentes.

5.11 **Capture**

Un chien qui ne porte pas le médaillon prévu à la présente section peut être capturé et gardé dans un lieu public ou dans tout autre endroit désigné par l'autorité compétente.

5.12 **Exception**

L'article ne s'applique pas dans le cas d'un chien gardé à des fins de vente ou reproduction par une personne qui détient un permis de la municipalité à cet effet.

5.13 **Chien d'assistance ou chien-guide**

La licence est gratuite pour la personne qui utilise un chien-guide, lorsque cette personne présente une déficience visuelle, ou un chien d'assistance à la motricité.

La personne qui demande la gratuité de la licence pour un tel chien doit produire un document émis par un organisme gouvernemental responsable d'un programme relatif aux chiens-guide, lorsque cette personne présente une déficience visuelle, ou relatif aux chiens d'assistance à la motricité et qui confirme sa participation à l'un desdits programmes ou une attestation d'un médecin qui spécifie la nature de la déficience pour laquelle un tel chien est nécessaire pour cette personne.

M. 738-3, a. 1

Article 6 LICENCE DE CHAT FACULTATIVE

6.1 **Licence**

Le gardien d'un chat peut se procurer une licence pour son chat. Dans le cas où une telle licence est demandée et obtenue, les dispositions du présent règlement s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

6.2 **Recommandation de micropuce**

À moins que la procédure soit contre-indiquée pour l'animal, il est fortement recommandé pour un gardien de chat de procéder à l'installation d'une micropuce sur le chat.

6.3 **Délai**

Dans le cas où le gardien d'un chat se procure une licence dans les limites de la ville, il doit avant le 1^{er} jour du mois de janvier de chaque année, obtenir une licence pour son chat.

Quand un chat devient sujet à l'application du présent règlement après le 1^{er} janvier, son gardien doit obtenir la licence requise dans les trente (30) jours suivant le jour où le chat devient sujet à l'application du présent règlement.

6.4 **Validité**

La licence est annuelle et valide pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre. Cette licence est incessible.

6.5 **Demande**

Cette licence est délivrée à la suite d'une demande énonçant les noms, prénom, adresse et numéro de téléphone de la personne qui fait la demande, ainsi que le sexe du chat, de même que toutes les indications utiles pour établir son identité.

6.6 **Demande faite par un mineur**

Lorsque la demande est faite par un mineur, le père, la mère, le tuteur ou tout autre répondant dudit mineur doit consentir à la demande au moyen d'un écrit produit avec celle-ci.

6.7 **Registre**

L'autorité compétente tient un registre où sont entrés les noms, prénom, adresse et numéro de téléphone du gardien ainsi que le numéro d'immatriculation du chat pour lequel une licence est émise, de même que tous les renseignements relatifs à ce chat.

6.8 **Coût**

Le coût d'une licence pour chat est établi conformément au Règlement sur les tarifs de la ville de Montréal-Est, pour l'exercice financier alors en vigueur.

M. 738-8, a. 1

6.9 **Remise du médaillon**

Lors du paiement de la licence, l'autorité compétente remet au gardien du chat un médaillon indiquant le numéro de la licence, le numéro d'immatriculation du chat, ainsi que l'année pour laquelle la licence est accordée. Le port de ce médaillon par le chat est toutefois facultatif, mais fortement recommandé lorsque le chat est laissé à l'extérieur.

M. 738-6, a. 3

Article 7 LAISSE OBLIGATOIRE

Un animal doit être porté ou conduit par son gardien au moyen d'une laisse dont la longueur ne peut excéder (1,85) mètres, sauf lorsque l'animal se trouve dans les limites du terrain sur lequel est situé le bâtiment où se trouve l'unité d'occupation du gardien.

Un animal trouvé ailleurs que sur la propriété de son gardien et qui n'est pas porté ou conduit par son gardien au moyen d'une laisse est présumé errer illégalement au sens de la présente section.

M. 738-9 a..2

Article 8 NOMBRE D'ANIMAUX

8.1 Il est interdit de garder plus de trois (3) animaux dans une unité d'occupation et ses dépendances.

8.2 Malgré l'article 8.1, si un animal met bas, les petits peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas trois (3) mois à compter de leur naissance.

Article 9 CHENIL

Il est interdit d'opérer un chenil pour fins de reproduction ou d'opérer un commerce de vente ou de dressage de chien dans les limites de la ville, à moins d'avoir obtenu au préalable un permis à cet effet.

Le fait de garder plus de trois (3) chiens et de vendre plus de dix (10) chiens pendant une période de douze (12) mois ou d'annoncer ou d'offrir en vente des chiens constitue un commerce de vente de chiens ou d'opération de chenil au sens du présent article.

Article 10 ANIMAL BLESSÉ

10.1 Toute personne qui heurte un animal sur le territoire de la ville doit s'arrêter et prendre toutes les mesures qui s'imposent pour lui venir en aide. Si le gardien de l'animal ne peut être identifié, la personne doit en informer la municipalité.

10.2 Ni la municipalité, ni l'autorité compétente ne peuvent être tenues responsables des dommages ou blessures causés à un animal, par suite de sa capture, de sa mise en fourrière, de sa destruction ou de sa vente.

Article 11 SOINS À APPORTER À UN ANIMAL

11.1 Le gardien d'un animal doit lui fournir la nourriture, l'abri et les soins élémentaires.

11.2 Nul ne doit causer ou permettre qu'on cause à un animal une douleur, souffrance ou blessure sans nécessité.

11.3 Nul gardien d'un animal ne doit l'abandonner à lui-même dans les limites de la ville.

11.4 Nul n'a le droit d'étendre du poison ou d'installer quelques pièges que ce soit sur sa propriété ou ailleurs, pour se débarrasser des animaux errants.

Article 12 NUISANCES

Les faits, circonstances, actes et gestes détaillés ci-après sont des nuisances et sont à ce titre interdits. Le gardien, auteur d'une telle nuisance ou dont l'animal agit de façon à constituer une telle nuisance, contrevient au présent règlement :

12.1 Dompage à la propriété

Un animal qui cause un dompage à la propriété d'autrui.

12.2 Morsure

Un animal qui mord ou qui tente de mordre, qui attaque ou tente d'attaquer, qui commet ou tente de commettre un geste susceptible de porter atteinte à la sécurité d'un autre animal ou d'une personne autre que son gardien ou un membre de sa maison.

738-4, a. 1

12.2.1 **Muselière**

Un animal ayant mordu un autre animal ou une personne dans les limites de la Ville et qui se trouve à l'extérieur de l'unité d'habitation du gardien sans être museler.

738-1 ; 738-4, a. 2

12.3 **Troubler la paix**

Un chien qui aboie, hurle, défecte, trouble la paix ou nuit à la quiétude d'un ou de plusieurs voisins.

Un chat qui miaule, défecte, trouble la paix ou nuit à la quiétude d'un ou de plusieurs voisins.

M. 738-1, 738-6, a. 4

12.4 **Animal errant**

Un animal qui se trouve à l'extérieur du terrain sur lequel est situé le bâtiment où se trouve l'unité d'occupation du gardien et ce, sans être tenu en laisse.

12.5 **Empiètement de la propriété privée**

Un animal qui se trouve sur une propriété privée sans le consentement exprès ou tacite du propriétaire ou de l'occupant de cette propriété.

12.6 **Condition de garde à l'extérieur**

Un animal qui se trouve à l'intérieur des limites du terrain sur lequel est situé le bâtiment où se trouve l'unité d'occupation du gardien, sans être accompagné par celui-ci ou sans être tenu au moyen d'un dispositif l'empêchant de sortir de ce terrain lorsque celui-ci n'est pas suffisamment clôturé pour le contenir.

12.7 **Parc et terrain de jeux**

Un animal qui tenu en laisse ou non se trouve dans les aires d'activités, les terrains de jeux ou sur le mobilier des parcs et espaces verts de la Ville.

Un animal n'étant pas tenu en laisse se trouve dans un parc ou espace vert de la Ville. Le présent alinéa ne s'applique pas aux chiens dans un parc à chien.

Il est également interdit de se trouver à un endroit d'un parc ou d'un espace vert accompagné d'un chien ou autre animal là où une signalisation l'interdit.

La présente disposition ne s'applique pas au chien guide d'un handicapé visuel.

M. 738-9 a.3

12.8 **Lieu public**

Un animal qui se trouve sur du mobilier d'un lieu public ou dans un lieu public tel une bibliothèque, une piscine, un aréna, un centre hospitalier, une maison d'enseignement, un édifice gouvernemental ou

municipal ou tout autre lieu public sans l'autorisation expresse du propriétaire ou du responsable de l'édifice. Cette disposition ne s'applique pas au chien guide d'un handicapé visuel.

M. 738-9 a.4

12.9 **Matières fécales**

L'omission par le gardien, sauf s'il s'agit d'un handicapé visuel, d'enlever et de nettoyer immédiatement une propriété publique ou privée, de toutes matières fécales de son animal.

12.10 **Comportement et état du chien**

Tout chien méchant, dangereux ou ayant la rage.

12.11 **Entraînement à l'attaque**

Tout chien qui attaque ou qui est entraîné à attaquer sur commande ou par un signal un être humain ou un animal.

12.12 **Interdiction de posséder ou vendre**

Le fait de garder, posséder, mettre en vente, vendre, offrir, donner, laisser errer ou promener un chien mentionné aux articles 12.10 et 12.11.

Article 13 PROHIBITION DE GARDER CERTAINS ANIMAUX

IL EST INTERDIT DE GARDER SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA VILLE:
--

13.1 *Abrogé;*

738-4, a.3 ;

13.2 *Abrogé;*

738-4, a.3 ;

13.3 *Abrogé;*

738-4, a.3 ;

13.4 Tous les marsupiaux;

13.5 Tous les primates non humains;

13.6 Tous les félins à l'exception du chat domestique;

13.7 Tous les canins à l'exception du chien domestique;

13.8 Tous les vipéridés;

13.9 Tous les mustélidés à l'exception du furet domestique; 13.10 Tous les ursidés;

- 13.11 Tous les artiodactyles ongulés;
- 13.12 Tous les hyènes;
- 13.13 Tous les périssodactyles ongulés;
- 13.14 Tous les éléphants;
- 13.15 Tous les pinnipèdes;
- 13.16 Tous les serpents de la famille du python et du boa;
- 13.17 Les reptiles venimeux;
- 13.18 Toutes les rapaces diurnes et nocturnes;
- 13.19 Tous les édentés;
- 13.20 Toutes les chauves-souris;
- 13.21 Tous les crocodiliens;
- 13.22 Tous les oiseaux ratites;
- 13.23 Sous réserve de l'annexe 1 – Conditions pour la garde de poules, tous les gallinacés;

738-5, a.1 ;

13.24 **Exception**

Nonobstant les articles 13.1 à 13.23, il est permis de garder, dans l'un ou l'autre des endroits suivants, un animal faisant partie d'une catégorie mentionnée à l'article précédent:

13.24.1 Un hôpital vétérinaire, pourvu que l'animal soit sous la garde d'un Vétérinaire ;

13.24.2 Une université ou un collège d'enseignement général et professionnel lorsque ces animaux sont gardés à des fins de recherche, d'étude ou d'enseignements;

13.24.3 Un cirque;

13.24.4 Un studio de télévision ou un plateau de tournage lorsque ces animaux sont gardés temporairement à des fins de production d'une émission de télévision ou d'un film.

13.25 **Constitue une infraction le fait:**

13.25.1 *Abrogé;*

738-4, a.3 ;

13.25.2 *Abrogé;*

738-4, a.3 ;

13.25.3 *Abrogé.*

738-4, a.3 ;

13.25.4 pour le gardien d'un animal ayant mordu un autre animal ou une personne autre que son gardien ou un membre de sa maison, de ne pas produire, auprès de l'autorité compétente, dans les douze (12) heures de l'incident, un certificat émis par un vétérinaire membre de la Corporation des vétérinaires du Québec reconnu et attestant que l'animal a été examiné et que la morsure de ce chien peut ou ne peut mettre en danger la santé ou la vie de la personne mordue.

738-4, a.4 ;

Article 14 CAPTURE ET DISPOSITION DES ANIMAUX

14.1 Pouvoir du service de contrôle des animaux

Le service de contrôle des animaux peut capturer et garder, dans un lieu public ou dans tout autre lieu désigné par le Conseil, un animal dont le comportement constitue une nuisance ou dont le gardien contrevient à la présente section.

Le service de contrôle des animaux est autorisé à abattre ou faire euthanasier immédiatement un chien dont la garde, la possession ou la propriété constitue une nuisance au sens des articles 12.10 et 12.11.

14.2 Reprise de possession

738-1, abrogé par RCA02-11008, a.46

14.3 Avis et délai

Si le chien ou le chat porte le médaillon requis par la présente section, le délai de soixante-douze (72) heures commence à courir à compter du moment où le service de contrôle des animaux a envoyé un avis, par courrier recommandé ou certifié, au gardien dûment enregistré du chien ou du chat.

14.4 Expiration du délai

À l'expiration du délai mentionné aux articles 14.2 ou 14.3 selon le cas, le service de contrôle des animaux est autorisé à procéder à l'élimination de l'animal ou à le vendre au profit de la municipalité.

14.5 Demande d'euthanasie

Abrogé

738-1, a. 3

14.6 Capture par une personne

Tout animal errant capturé par une personne doit être remis à l'autorité compétente.

SECTION III – INFRACTION ET PÉNALITÉ

Article 15 INFRACTION ET PÉNALITÉ

Quiconque contrevient aux articles suivants, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale et maximale tel qu'indiqué ci-dessous:

ARTICLE	TYPE D'INFRACTION	AMENDES							
		Personne physique				Personne morale			
		1 ^{ère} infraction		2e infraction et subséquente		1 ^{ère} infraction		2e infraction et subséquente	
		Min.	Max.	Min	Max	Min.	Max.	Min	Max
5.10	Infraction (port du médaillon)	100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$
7	Laisse obligatoire	100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$
8.1	Nombre d'animaux	150 \$	1000 \$	300 \$	2000 \$	300 \$	2000 \$	600 \$	4000 \$
9	Chenil	200 \$	1000 \$	400 \$	2000 \$	400 \$	2000 \$	800 \$	4000 \$
10	Animal blessé	100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$
11	Soins à apporter à un animal	200 \$	1000 \$	400 \$	2000 \$	400 \$	2000 \$	800 \$	4000 \$
12.1	Domage à la propriété	150 \$	1000 \$	300 \$	2000 \$	300 \$	2000 \$	600 \$	4000 \$
12.2	Morsure	200 \$	1000 \$	400 \$	2000 \$	400 \$	2000 \$	800 \$	4000 \$
12.2.1	Certificat du vétérinaire	100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$
12.3	Troubler la paix	150 \$	1000 \$	300 \$	2000 \$	300 \$	2000 \$	600 \$	4000 \$
12.4	Animal errant	50 \$	1000 \$	100 \$	2000 \$	100 \$	2000 \$	200 \$	4000 \$

ARTICLE	TYPE D'INFRACTION	AMENDES							
		Personne physique				Personne morale			
		1 ^{ère} infraction		2e infraction et subséquente		1 ^{ère} infraction		2e infraction et subséquente	
		Min.	Max.	Min	Max	Min.	Max.	Min	Max
12.5	Empiètement de la propriété privée	150 \$	1000 \$	300 \$	2000 \$	300 \$	2000 \$	600 \$	4000 \$
12.6	Condition de garde à l'extérieur	50 \$	1000 \$	100 \$	2000 \$	100 \$	2000 \$	200 \$	4000 \$
12.7	Parc et terrain de jeux	50 \$	1000 \$	100 \$	2000 \$	100 \$	2000 \$	200 \$	4000 \$
12.8	Lieu public	50 \$	1000 \$	100 \$	2000 \$	100 \$	2000 \$	200 \$	4000 \$
12.9	Matières fécales	100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$
12.12	Interdiction de posséder ou vendre	150 \$	1000 \$	300 \$	2000 \$	300 \$	2000 \$	600 \$	4000 \$
13	Prohibition de garder certains animaux	150 \$	1000 \$	300 \$	2000 \$	300 \$	2000 \$	600 \$	4000 \$
14.6	Capture par une personne	50 \$	1000 \$	100 \$	2000 \$	100 \$	2000 \$	200 \$	4000 \$

M. 738-6, a. 5

Article 16 PÉNALITÉ

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement pour laquelle aucune peine spécifique n'est prévue commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de:

Personne physique				Personne morale			
1 ^{ère} infraction		2e infraction et subséquente		1 ^{ère} infraction		2e infraction et subséquente	
Min.	Max.	Min	Max	Min.	Max.	Min	Max
100 \$	1000 \$	200 \$	2000 \$	200 \$	2000 \$	400 \$	4000 \$

Les dispositions du Code de procédure pénale s'appliquent lors de toute poursuite intentée en vertu du présent règlement.

Article 17 ORDONNANCE

Dans le cas où le tribunal prononce une sentence quant à une infraction décrite au présent règlement, il peut, en sus de l'amende et des frais prévus, ordonner que la situation ou la nuisance ayant fait l'objet de l'infraction soit, dans le délai qu'il fixe, corrigée ou enlevée par le propriétaire ou l'occupant d'une propriété et qu'à défaut par cette personne de s'exécuter dans ledit délai, cette situation ou nuisance soit corrigée ou enlevée par la municipalité aux frais de cette personne.

Article 18 INFRACTION CONTINUE

Toute infraction continue au présent règlement constitue, jour par jour, une offense séparée.

Article 19 PROCÉDURES PENDANTES

Le présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité des règlements numéros 574, 574-1, 574-2 et 685, lorsqu'elles se continuent sous l'autorité dudit règlement jusqu'au jugement final et exécution.

Article 20 REMPLACEMENT

Le présent règlement remplace et abroge les règlements numéros 574, 574-1, 574-2 et 685.

Article 21 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Signé: Yvon Labrosse
Maire

Signé: André Lesage, notaire
Greffier

Copie certifiée conforme:

André Lesage, **notaire Greffier**

RÈGLEMENT NUMÉRO 752

RÈGLEMENT MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES AU MONTANT DES AMENDES ET AUTORISANT LA DÉLIVRANCE DU CONTRAT D'INFRACTION

Article 11

Le Directeur ainsi que les membres du service de Police de la Communauté urbaine de Montréal sont autorisés à délivrer un constat d'infraction pour toute infraction au Code de la sécurité routière ainsi qu'à toutes autres lois provinciales pour lesquelles la Ville de Montréal-Est doit agir à titre de poursuivante.

Le Directeur ainsi que les membres du service de Police de la Communauté urbaine de Montréal sont autorisés à délivrer tout constat d'infraction relativement à toute infraction portant sur la circulation, la sécurité publique et le stationnement notamment en regard avec toute infraction au règlement numéro 738 et ses amendements :

- Règlement numéro 738 intitulé "Règlement concernant les chiens, chats et autres animaux".

Adopté: 1993-11-15

Mise en vigueur: 1993-11-28

Annexe 1 – Conditions pour la garde de poules

1. Il est permis à une personne physique de garder un maximum de 4 poules sur les lieux de sa résidence principale à titre d'animal de compagnie et à des fins récréatives et de loisirs ; à cet égard, il est interdit de faire le commerce de poules ou de tout autre produits issus de l'élevage de poule, tels que, notamment, les œufs, la viande ou le fumier.

La garde de poule sur les lieux d'une résidence principale se fait aux conditions prévues à cette annexe et conformément aux prescriptions édictées par la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal, RLRQ c B-3.1 ou de toute autre loi remplacent cette loi et portant sur le même objet.

Les coqs sont interdits.

2. Aux fins de l'application des dispositions de la présente annexe, les termes « bâtiment principal » et « cour arrière » ont la même signification que celle qui leur est donnée par le règlement 62-2016 – Règlement sur les permis et les certificats s'appliquent aux fins de cette annexe.

3. Pour avoir le droit de garder une ou plusieurs poules, une personne physique doit :

- a) Disposer d'une propriété dont la superficie de la cour arrière du terrain, telle que définie au Règlement 61-2016 sur les permis et certificats, est d'au moins 100 m²;
- b) Avoir sa résidence principale sur la propriété où sont gardées les poules et y habiter en permanence;
- c) Détenir un permis conformément aux présentes.

738-10, a. 1

4. Les poules doivent être gardées en permanence dans un poulailler ou dans un enclos situé dans la cour arrière du bâtiment principal.

Toutefois, de 23 h à 6 h, les poules doivent être gardées en permanence à l'intérieur du poulailler.

Il est interdit de garder une poule dans la résidence principale ou un autre de ses dépendances.

5. L'aménagement du poulailler et de l'enclos doit répondre aux exigences suivantes :

- a) Permettre aux poules de trouver de l'ombre en période ensoleillée et d'avoir une source de chaleur en hiver. Dans ce dernier cas, le poulailler doit être isolé et chauffé afin que l'endroit demeure sec;
- b) Un bon drainage naturel du sol, sans accumulation d'eau après une pluie;
- c) Une surface sèche avec un toit pour le « bain » de sable et la protection;
- d) Un abri contre les vents dominants.

738-10, a. 2

6. Le poulailler et son enclos extérieur doivent être maintenus dans un bon état de propreté et les excréments doivent être retirés du poulailler quotidiennement.

12. Le gardien des poules doit disposer des excréments façon sanitaire : il est interdit de disposer des excréments de poules dans un bac à compost collecté par la municipalité.

13. Les eaux de nettoyage du poulailler ou de l'enclos extérieur ne peuvent se déverser sur la propriété voisine.

14. Aucune odeur liée à cette activité ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où elle s'exerce.

16. Pour éviter les risques d'épidémie, toute maladie grave doit être déclarée à un vétérinaire.

17. Seuls un abattoir agréé ou un vétérinaire peuvent abattre une poule.

Si une poule décède de façon naturelle, sa carcasse doit être retirée de la propriété dans les 24 heures suivant son décès.

21. Pour garder une ou plusieurs poules, un gardien doit détenir un permis. S'il n'est pas le propriétaire de l'immeuble où seront gardées les poules, il doit obtenir l'autorisation du propriétaire et en fournir une copie à la Ville lors de la demande de permis initiale et lors des demandes de renouvellement. La demande de permis doit être accompagnée d'un plan du poulailler et de son enclos.

738-10, a. 3

23. Le permis est annuel ; il est valide de sa délivrance au 30 avril suivant pour la première année et du 1er mai au 30 avril pour les années subséquentes.

24. Le coût du permis est de 25 \$ par poulailler.

25. La Ville délivre un maximum de 20 permis pour la garde de poules au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

Pour les années subséquentes, la Ville délivre annuellement au plus 10 permis pour la garde de poules.

738-5, a.2 ;